

riches et les pauvres et, peut-être par voie de conséquence, moins nombreux à attacher de l'importance à l'utilisation de l'aide pour promouvoir la stabilité. De tous les sous-groupes considérés, ils se montrent les moins disposés à admettre que l'aide canadienne est essentiellement altruiste, mais se rapprochent de l'ACDI pour ce qui est de doubler le programme d'aide et sont relativement nombreux à se prononcer en faveur de l'abolition des tarifs sur les importations en provenance du Tiers monde. Sur la plupart des points, leur opinion ne diffère guère de celle des politiciens et des fonctionnaires.

L'enquête dont il est question ici a été menée à la fin de 1975 et au début de 1976 — avant le choc du 15 novembre 1976. Il serait réconfortant de croire que les opinions d'Ottawa ont évolué depuis, se faisant plus sensibles aux besoins des PMD. Cependant, il n'est guère probable que tel soit le cas, étant donné la menace renouvelée de désagrégation intérieure et la persistance des déboires économiques du Canada. Notre niveau de vie demeure très élevé par rapport à la norme mondiale et nous consommons plus qu'il n'est indiqué pour notre santé, sans parler de nos âmes. S'inquiéter de la menace qui pèse sur l'unité nationale est compréhensible, mais en

faire une obsession risque d'aggraver le problème. Pour contrer les forces centrifuges, les Canadiens peuvent détourner leur attention des questions internes, souvent source de division, et faire porter tous leurs efforts sur la recherche d'une solution aux problèmes mondiaux. Au lendemain de la guerre, pendant la décennie privilégiée de notre diplomatie (qu'on appelle en anglais «golden decade»), nul plus que le Canada ne s'est dévoué à la cause internationale. Une renaissance de cette vocation pourrait raviver la fierté nationale des Canadiens et les inciter à soutenir davantage leurs institutions centrales s'ils voyaient en cela un moyen évident de participer à la solution des problèmes mondiaux.

Mais être internationaliste à la fin des années 70, c'est vouloir vraiment contribuer à l'avènement de la justice économique pour tous les peuples, c'est-à-dire s'efforcer de combler ce fossé Nord-Sud qui est le plus grand scandale de notre temps. Cela ne se fera pas sans sacrifices. Comme l'élite politique d'Ottawa ne considère pas que la défense de cette cause présente un intérêt vital pour le Canada, il faudra la forcer à agir par la manifestation d'une volonté populaire autrement plus déterminée qu'elle ne l'a été jusqu'à maintenant.

---

## L'avenir des relations franco-canadiennes

par Neil B. Bishop

Quel avenir attend les relations franco-canadiennes? L'on répondrait plus aisément si l'on savait où en sont ces relations maintenant. Parmi les nombreux pays avec lesquels la France a des rapports plus ou moins étroits, le Canada est de ceux dont les relations avec la France sont les plus difficiles à définir, les plus imprégnées d'une latente instabilité. En discuter ressemble fort à une promenade sur des sables mouvants...

Cette instabilité a de quoi étonner aussi bien le Canadien que le Français moyens. Certes, c'est aux Québécois et aux Français de décrire les relations existantes entre Français et Québécois, et non au

Canadien anglophone originaire des provinces de l'Ouest que je suis. Le Canadien anglophone, pour sa part, ne peut qu'être frappé par la qualité le plus souvent excellente des rapports entre les Canadiens de langue anglaise et le peuple français. Il sait qu'en tant que voyageur, étudiant ou salarié en France, le fait même d'être Canadien tend à lui garantir, de la part des Français avertis de sa nationalité, un degré de cordialité, de coopération et même d'enthousiasme que recherchent souvent en vain les ressortissants d'autres pays. Un lieu commun depuis longtemps répandu affirme que les Canadiens séjournant en Europe ont intérêt à faire connaître leur nationalité: dans peu de pays européens le Canadien est-il aussi fortuné qu'en France.

Ces rapports excellents sont comme une rue à deux sens: bien des Français ont eu l'occasion d'apprécier, dans diverses régions du Canada anglophone, un réel

---

*M. Bishop, docteur ès lettres en littérature canadienne-française, poursuit présentement des recherches en France. L'article ci-contre n'engage que l'auteur.*